



**STABILISATION ET DÉVELOPPEMENT
DURABLES DU SAHEL :
4 DÉFIS QUI RESTENT
À RELEVER**

Note d'information

10 janvier 2014



OXFAM

France

Alors que les regards vont se concentrer au cours des prochains jours sur l'efficacité de l'action malienne, française et internationale principalement d'un point de vue militaire, et essentiellement sur le territoire malien, Oxfam France souhaite mettre en lumière quatre enjeux, principalement politiques et de développement, cruciaux pour la stabilisation à long terme du Sahel dans son ensemble, et sur lesquels l'action de la France n'a pas encore été suffisamment décisive.

Ainsi, pour sécuriser durablement les populations du Sahel et valoriser les investissements déjà consentis, il faut d'urgence rendre les populations plus résilientes, gérer les ressources extractives de façon plus efficace et plus transparente, se donner enfin les moyens de contrôler les flux d'armes, et de résoudre le conflit du Sahara Occidental.

C'est sur tous ces dossiers que le « combat » pour la stabilisation du Sahel doit être mené de front.

INTRODUCTION

Le 11 janvier 2013, François Hollande annonçait le début d'une intervention militaire française au Mali, à la demande du président intérimaire Dioncounda Traoré. Cette intervention n'a pas seulement visé à rétablir l'intégrité territoriale du Mali, mais aussi, selon les mots de François Hollande, à « assurer la sécurité et la stabilité du Sahel et au-delà¹ car la situation qui prévalait était un motif d'inquiétude « pas simplement pour les Maliens, pas simplement pour les Africains de l'Ouest, mais pour l'Europe et pour la communauté internationale »².

De fait, depuis un an, les efforts militaires, diplomatiques et financiers de la communauté internationale, et en particulier de la France, ont été considérables pour tenter de stabiliser et de pacifier le Mali et, au-delà, l'ensemble de la bande sahélienne.

Au niveau de la région sahélienne, en revanche, peu a été accompli au cours des douze derniers mois. La communauté internationale, et la France en particulier, ont déjà largement su poser les bons diagnostics concernant les menaces qui pèsent sur le Sahel, et les réponses à y apporter ; cependant, pour certaines d'entre elles, la traduction de discours en actions concrètes, à même de produire des changements significatifs sur le terrain, se fait cruellement attendre.

BRISER LE CERCLE VICIEUX DE L'APPAUVRISSMENT ET DE LA VULNÉRABILITÉ EN INVESTISSANT DANS LA RÉSILIENCE DES POPULATIONS

« Il y a un lien clair entre la faim et les conflits, et entre la sécurité alimentaire et la paix en Afrique. (...) Investir dans la sécurité alimentaire au Sahel est également un investissement pour un avenir pacifique et plus stable ». ³

José Graziano da Silva, Directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

« Les Africains doivent assurer eux-mêmes leur sécurité. Mais nous ne pouvons pas les laisser seuls face aux risques terroristes. La meilleure de nos armes, c'est la politique en faveur du développement. Car la pauvreté, le chômage, les inégalités fournissent le terreau le plus fertile, hélas, à la violence et à l'insécurité ».

François Hollande ⁴

Alors que l'on estime que, globalement, l'année 2013 a été normale en termes de pluviométrie et de production agricole en Afrique de l'Ouest et au Sahel, la malnutrition y reste toujours préoccupante avec 4,5 millions d'enfants de moins de 5 ans touchés, tandis que 13 millions de personnes sont en insécurité alimentaire ⁵.

Mais ces données cachent des disparités entre les pays côtiers et ceux du Sahel, ces derniers enregistrant une volatilité permanente de leur production céréalière : même si les prochains mois pourraient voir une tendance générale à la baisse du prix des denrées alimentaires dans la région, on relève qu'en 2013, la production céréalière dans les pays sahéliens a baissé de 12% par rapport à l'année dernière, alors qu'en 2011 elle avait diminué de 26% par rapport à 2010, ce qui avait entraîné une crise alimentaire qui a affecté plus de 18 millions de personnes.

Les éleveurs font également face à une année difficile, du fait de déficits fourragers importants et du tarissement précoce de points d'eau constatés. Ce contexte a entraîné des mouvements précoces d'animaux.

Les crises alimentaires sont de plus en plus fréquentes et affectent un nombre grandissant de pays et de personnes au Sahel : les centaines de milliers de ménages pauvres et très pauvres auront du mal à voir leurs besoins alimentaires satisfaits en 2014 ⁶, du fait d'une combinaison de moyens limités, d'un endettement récurrent, d'une incapacité à reconstituer complètement le capital perdu lors de la crise de 2012, et d'une fluctuation des prix. Les raisons de ces crises sont multiples, et sont généralement liées aux catastrophes naturelles et aléas climatiques ⁷ difficilement prévisibles.

Les interventions humanitaires ponctuelles, en période de soudure ou pendant les années de crise, sont nécessaires pour répondre aux besoins immédiats, mais n'apportent pas de solution durable qui portent sur les causes de la vulnérabilité, la pauvreté ou la dégradation de l'environnement.

Or, il a été montré qu'au Sahel en particulier, d'une part « les conflits communautaires tendent à se déclarer lors d'une résurgence de l'insécurité alimentaire chronique », et que d'autre part « l'amélioration de la sécurité alimentaire peut réduire les tensions et contribuer à des environnements plus stables » ⁸.

Il est bien évidemment indispensable de s'atteler à la résolution et la prévention de ces crises alimentaires cycliques au Sahel, que ce soit pour des motifs humanitaires, de défense et de réalisation des droits, ou même d'efficacité économique. En outre, l'ensemble des acteurs souhaitant œuvrer à une résolution et une prévention durable des conflits, du moins au niveau communautaire au Sahel, se doivent de placer la résilience des populations au cœur de leur agenda stratégique, et entreprendre toute une série d'actions décisives pour briser le cercle vicieux d'appauvrissement et de vulnérabilité accrus de ménages qui sont exposés à des crises de plus en plus fréquentes.

Face à ce défi, plusieurs initiatives et cadres d'interventions multilatéraux ont été lancés ces dernières années⁹, qui, collectivement, posent les bons diagnostics et commencent à énoncer les bonnes solutions. Si les leçons¹⁰ des dernières crises semblent avoir été tirées, les moyens financiers, et surtout la volonté politique, sont encore insuffisamment mobilisés pour permettre à ces cadres théoriques de devenir une réalité.

Pour Oxfam France, il est notamment indispensable de s'atteler dès maintenant à la mobilisation des moyens financiers et à la mise en œuvre des réponses les plus efficaces pour prévenir et répondre aux besoins alimentaires et pastoraux qui s'annoncent en 2014, ainsi que d'investir dans des interventions à long terme visant à réduire la vulnérabilité chronique des populations en vue de garantir le droit à l'alimentation et de renforcer leur résilience.

Ces interventions doivent mettre l'accent sur les systèmes d'alerte précoce, des programmes de protection sociale et de filets de sécurité, ainsi que sur les stocks alimentaires nationaux et de proximité.

EXPLOITER LES RESSOURCES EXTRACTIVES EN TOUTE TRANSPARENCE ET AU BÉNÉFICE DES POPULATIONS

« Les chefs d'État et de gouvernement ont réaffirmé leur soutien aux initiatives conduites au niveau international, notamment par l'Union européenne, pour réaliser les plus hautes exigences de transparence économique et financière. Ils ont appelé conjointement à lutter contre les paradis fiscaux, à soutenir l'initiative sur la transparence des industries extractives (ITIE) et les initiatives de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement pour faciliter la transparence des contrats industriels ».

Déclaration finale du Sommet de l'Élysée pour la Paix et la Sécurité en Afrique ¹¹

« Si nous voulons sortir le Sahel de ce qu'est aujourd'hui le sous-développement (...), nous devons mener une véritable politique multilatérale de développement pour cette région de l'Afrique. [Cela permettra] de conforter des infrastructures, d'en créer, de régler les questions d'accès à l'eau, à l'alimentation, à la santé. De permettre donc, aux populations qui vivent au Sahel de retrouver confiance et espoir. C'est à la fois un objectif de justice, un objectif de développement économique mais aussi un objectif de sécurité. Je ne détache pas un objectif par rapport aux deux autres ».

François Hollande¹²

L'uranium du Niger, le phosphate du Maroc et du Sahara Occidental¹³, le pétrole de l'Algérie, du Tchad et de Libye, l'or (et d'autres ressources encore inexploitées) du Mali¹⁴ etc. : toutes ces ressources¹⁵ de l'espace saharo-sahélien, à un degré ou un autre, sont devenues « un enjeu socio-politique local générateur de tensions et conflits entre groupes et communautés »¹⁶.

Si l'on prend l'exemple du Niger, quatrième producteur mondial d'uranium, près de 60% de la population vit avec moins de 1\$ par jour, et 90% n'a pas accès à l'électricité¹⁷. L'aide au développement représente près de 40% du budget du Niger, alors que l'uranium n'y contribue qu'à hauteur de 4% à 6%, bien qu'il soit le principal produit d'exportation du pays¹⁸. En 2010, le groupe Areva au Niger, via ses filiales locales, avait extrait un total de 114 346 tonnes d'uranium au Niger, représentant une valeur d'exportations de plus de 3,5 milliards d'euros. Sur cette somme, le pays n'aurait touché qu'environ 459 millions, soit 13% de cette valeur exportée¹⁹.

Le ROTAB Niger (Réseau des Organisations pour la Transparence et l'Analyse Budgétaire) considère que, de 1960 à nos jours, le secteur extractif a faiblement contribué à l'économie et au développement national, mais a surtout contribué à alimenter l'insécurité et les conflits armés²⁰. Au Niger et ailleurs dans la région, l'amélioration de la transparence dans la gestion des ressources naturelles est cruciale pour améliorer le contrôle démocratique, et prévenir toute frustration et revendication par les armes d'une meilleure gestion de ces ressources.

Pour Oxfam France, les législations nationales doivent inclure des procédures de négociations et d'octroi de permis, des contrats transparents et accessibles, ainsi que des clauses sur la transparence, la collecte et la gestion des revenus issus des ressources extractives.

Cette transparence doit couvrir les termes des conventions minières, les flux de revenus entre entreprises et gouvernements, les volumes d'exploitation et chiffres d'affaire, les impôts payés et le nombre de salariés de l'entreprise. En outre, les États de la région doivent réviser leur régime fiscal de sorte à accroître les revenus tirés des industries extractives, mieux les redistribuer et les réinvestir prioritairement dans les secteurs sociaux.

MIEUX CONTRÔLER LE TRANSFERT DES ARMES

« [Le Sahel est devenu] un espace ouvert pour divers mouvements terroristes et autres groupes qui prospèrent via le trafic d'armes ou la drogue. Cela menace la sécurité régionale »
Salaheddine Mezouar, le ministre marocain des Affaires étrangères²¹

Si le Mali avait bien été vulnérabilisé depuis plusieurs années par des facteurs sociaux, politiques ou économiques internes, ce sont des éléments d'abord externes qui ont précipité la crise politico-sécuritaire inédite de 2012-2013 : l'effondrement du régime de Kadhafi, avec d'une part le retour des mercenaires maliens et nigériens, et d'autre part la dispersion des stocks d'armes des arsenaux libyens dans l'ensemble de la sous-région. Tout ceci dans un contexte de forte porosité des frontières, et de pratiques régionales de laxisme face à la prolifération des différents trafics et groupes armés dans un no man's land sahélien aux confins de la Mauritanie, du Mali, du Niger, de la Libye, de l'Algérie, ainsi que du territoire du Sahara Occidental, voire du Maroc²².

Ce diagnostic a bien été posé par les principaux acteurs de la communauté internationale, que ce soit, par exemple, dans la Stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel, ou, plus récemment, par la mise en place d'une « conférence ministérielle régionale sur la sécurité des frontières », regroupant une vingtaine de pays (dont les pays du Sahel, ainsi que la France), et qui vise à amorcer une réponse coordonnée au terrorisme, à l'immigration clandestine et au trafic d'armes/drogues.

« La menace continue de peser dans le Sahel, mais également en Libye où les armes circulent, où des groupes terroristes ont trouvé refuge ».
François Hollande²³

Les pays d'Afrique de l'Ouest, en théorie et en droit, sont soumis à la Convention de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre²⁴, en revanche les pays du Maghreb ne disposent d'aucun cadre réglementaire, national ou régional, relatif au contrôle des transferts d'armes : les efforts en termes de renforcement des capacités techniques et administratives des Etats concernés doivent donc s'accompagner de progrès dans la signature, la ratification, et l'application effective, notamment par les Etats du Maghreb, du Traité international sur le commerce des armes adopté au sein des Nations unies en 2013.

Ainsi, au 9 décembre 2013, ni l'Algérie, ni le Niger, ni le Maroc, ni la Tunisie²⁵ n'avaient signé le Traité, et seuls le Mali et le Nigeria²⁶ l'avaient ratifié en Afrique de l'Ouest.

« Dans l'objectif de lutter contre la dissémination des armes classiques, les chefs d'État et de gouvernement se sont engagés à signer et ratifier dans les meilleurs délais le Traité sur le commerce des armes et ont accueilli favorablement l'offre d'assistance de la France pour sa mise en œuvre ».
Déclaration finale du Sommet de l'Elysée pour la Paix et la Sécurité en Afrique²⁷

Pour Oxfam France, il est crucial de renforcer les capacités techniques et administratives des Etats de la région en matière de contrôle des transferts d'armes, et s'assurer que tous les Etats de la zone saharo-sahélienne signent, ratifient, et appliquent effectivement dans les meilleurs délais le Traité international sur le commerce des armes adopté au sein des Nations unies en 2013.

CRÉER LES CONDITIONS POUR UNE COOPÉRATION EFFICACE ENTRE PAYS DU MAGHREB

« Alors je connais aussi le blocage. Il y a la question du Sahara Occidental qui attend son règlement depuis plus de 30 ans. L'impasse actuelle est préjudiciable à tous, je dis bien à tous. Aux familles séparées, aux réfugiés des camps, aux tensions entre les pays du Maghreb. Et s'il y avait un argument de plus qu'il conviendrait d'ajouter, c'est que la crise au Sahel rend encore plus urgente la nécessité de mettre fin à cette situation ».

François Hollande²⁸

Une autre clé de la stabilisation à long terme à propos de laquelle la communauté internationale, et la France en particulier, tarde à faire sa révolution copernicienne, c'est la résolution du conflit du Sahara Occidental, qui perdure depuis 38 ans.

Outre ses importantes conséquences humanitaires pour la population sahraouie, et son impact particulièrement négatif en termes de développement socio-économique et d'intégration régionale des pays du Maghreb, la persistance de ce conflit est un des facteurs qui empêchent la stabilisation durable de la zone saharo-sahélienne.

En effet, d'une part l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations est la source d'une frustration croissante, particulièrement parmi les jeunes Sahraouis, pour lesquels la reprise de la lutte armée est de plus en plus fréquemment considérée comme une option crédible à court terme. Cette même jeunesse en outre est de plus en plus sujette à des risques de recrutement dans les groupes armés qui sévissent au Sahara²⁹ et, surtout, à une participation dans les différents réseaux criminels impliqués dans les trafics³⁰, de drogue notamment. Enfin, ce conflit demeure la source d'une forte tension entre certains pays de la région (Algérie et Maroc), ce qui affaiblit toute tentative de concertation régionale en matière de renforcement des contrôles aux frontières, ou de lutte contre les différents trafics³¹.

Les Nations unies ont clairement pris la mesure de cet enjeu, et le Secrétaire Général des Nations-Unies Ban Ki-moon écrivait ainsi en avril 2013 « la montée de l'instabilité et de l'insécurité au Sahel et à sa périphérie appelle de toute urgence le règlement de ce vieux contentieux. La persistance du conflit entrave l'intégration plus poussée du Maghreb, qui devient plus que jamais indispensable. Le temps est venu pour les parties de trouver une solution, avec les encouragements et le soutien de la communauté internationale ». ³² Plus récemment, le Parlement européen a noté « l'effet négatif du conflit [du Sahara Occidental] sur l'intégration régionale, à laquelle devraient participer le Maroc et l'Algérie, et qui pourrait créer d'importantes possibilités de développement économique et de démocratisation, améliorant ainsi la sécurité des populations du Sahel et du Sahara » ³³.

Si aux Etats-Unis on semble assister à une évolution de la réflexion stratégique sur ce dossier, le logiciel d'analyse de la France, en dépit des déclarations, semble en revanche désespérément bloqué³⁴.

Pour Oxfam France, l'ensemble des acteurs concernés, en conformité avec le droit international, doit activement et sérieusement œuvrer à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable au conflit du Sahara Occidental. La France, notamment, doit prendre des mesures décisives pour mettre un terme au statu quo et assurer le respect du droit international.

CONCLUSION

Au moment où les commentateurs vont s'efforcer de faire le bilan d'un an d'intervention militaire, de la France notamment, au Mali, il est essentiel d'élargir le cadre d'analyse dans le temps et dans l'espace.

La sécurisation durable de l'ensemble de l'espace sahélien, et des millions de personnes qui y vivent, ainsi que la valorisation des investissements déjà consentis, passent par un ensemble de mesures, politiques, diplomatiques et de développement, qui ne seront pas moins décisives que celles prises dans le champ militaire.

Mais au niveau de toute la région, des efforts massifs doivent être consentis pour rendre les populations plus résilientes, gérer les ressources extractives de façon plus efficace et plus transparente, et se donner enfin les moyens de contrôler les flux d'armes et de résoudre le conflit du Sahara Occidental.

C'est sur tous ces « fronts » que le « combat » pour la stabilisation du Sahel doit être mené. La communauté internationale, et la France en particulier, compte-tenu de son histoire et de la vigueur de ses liens et intérêts dans la région, a, aux côtés des populations et acteurs du Sahel, la responsabilité d'aider à relever ces différents défis.

Cette note a été rédigée par Baptiste Chapuis et Nicolas Vercken, avec le soutien de Surendrini Wijerayatne et de nombreux collègues d'Oxfam, dont Sally Chin, Nadine Koné, Anne-Sophie Simpère, Al Hassane Cisse, Stephen Cockburn et Eric Hazard, ainsi que l'appui précieux de Sébastien Fourmy.

Oxfam France est membre de la confédération internationale Oxfam, un réseau de 17 organisations de solidarité internationale qui travaillent ensemble dans plus de 90 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté, aux injustices et aux inégalités.

En France, Oxfam mène depuis 25 ans des campagnes de mobilisation citoyenne et de pression sur les décideurs politiques. Elle contribue également aux actions humanitaires d'urgence et aux projets de développement du réseau, en collaboration avec des partenaires et des alliés dans le monde entier.

www.oxfamfrance.org

Photo de couverture : Projet de jardin communautaire à Banibangou, région de Tillabery au Nord de Niamey © Fatoumata Diabate/Oxfam

¹ <http://www.elysee.fr/declarations/article/agir-ensemble-pour-un-monde-plus-juste/>

² <http://www.elysee.fr/declarations/article/v-ux-du-president-de-la-republique-au-corps-diplomatique/>

³ <http://www.lnr-dz.com/index.php?page=details&id=20138>

⁴ <http://www.elysee.fr/declarations/article/intervention-du-president-de-la-republique-a-l-assemblee-generale-des-nations-unies/>

⁵ <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Note%20conjointe%20FAO%20PAM%20%20N%2051%20Novembre%202013.pdf>

⁶ La récente analyse des données issues de l'Approche de l'Economie des Ménages (Household Economy Approach / HEA) par les Etats de la région, en lien avec différents partenaires, dont Save the Children et Oxfam, révèle que les ménages pauvres et très pauvres à Magaria, Tahoua, Tessoua, Agadez, Dosso, Mayahi et Ouallam devront faire face à des déficits alimentaires entre Juillet et Septembre 2014. Des déficits céréaliers importants pourraient provoquer une arrivée prématurée de la période de soudure dans des zones comme Ouallam. Au Niger, l'analyse du système d'alerte précoce étatique a relevé qu'en 2013-2014 plus d'1,1 million de personnes, soit 7.4% de la population, serait touchée par l'insécurité alimentaire sévère et aurait besoin d'une aide humanitaire d'urgence. Au Burkina Faso, le gouvernement et ses partenaires sont en train de développer un plan de réponse ciblant plus d'un million de personnes.

⁷ La pluviométrie a baissé en moyenne de 20% dans cette région entre le début des années 70 et le milieu des années 90, et la dégradation des sols et la forte croissance démographique (2,3%/an sur la région entre 1950 et 2010) ont poussé les populations à cultiver des terres situées de plus en plus au Nord, qui sont traditionnellement des espaces d'élevage transhumant et qui s'appauvrissent rapidement car elles sont trop peu arrosées.

⁸ Hendrix, C and Brinkman, H 2013. Food Insecurity and Conflict Dynamics: Causal Linkages and Complex Feedbacks. Stability: International Journal of Security and Development 2(2):26, DOI: <http://dx.doi.org/10.5334/sta.bm>

⁹ Notamment « Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires » (<http://www.oecd.org/fr/csao/publications/41281118.pdf>), l'initiative AGIR (Alliance globale pour l'Initiative Résilience) Sahel, la mise en place d'un « Réseau de Prévention et de Gestion des Crises

Alimentaires », ou encore l'adoption d'une « stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel » (http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2013/354&Lang=F)

¹⁰ http://www.oxfamfrance.org/IMG/pdf/Rapport_Oxfam_Lecons_tirees_Sahel_Avril_2013.pdf

¹¹ Déclaration finale du « Sommet de l'Élysée pour la paix et la sécurité en Afrique » qui s'est tenu à Paris les 6 et 7 décembre 2013. Les travaux de ce Sommet ont porté sur la paix et la sécurité en Afrique, le partenariat économique et le développement, le changement climatique. 53 délégations de pays africains et la France ont participé à ce Sommet ainsi que les représentants des Nations unies, de l'Union africaine, de l'Union européenne, du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement.

<http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/vues/Kiosque/FranceDiplomatie/kiosque.php?fichier=bafr2013-12-09.html#Chapitre2>

¹² <http://www.elysee.fr/declarations/article/declaration-de-monsieur-le-president-de-la-republique-et-de-m-jim-yong-kim-president-de-la-banque-mondiale/>

¹³ Selon la presse algérienne citant le Front Polisario « l'arrêt du pillage des ressources naturelles des régions occupées » fait partie des « revendications incontournables pour le peuple sahraoui »

<http://www.lexpressiondz.com/actualite/182794-le-front-polisario-tacle-mohammed-vi.html>

Voir également <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdf/files/PUB1152.pdf> , p 10 : "Natural resources have shaped human geography, outside interests, and insurgent movements in Western Sahara since the Spanish period, and they may influence long-term U.S. interests in the region."

¹⁴ Différents groupes d'opposition touaregs ont régulièrement mis en avant, pour des raisons objectives ou a des fins de mobilisation politique, la question de la gestion des ressources naturelles, minières en particulier, comme des éléments centraux de leurs revendications. Voir, entre autres, « Plateforme politique du MNLA, constituant les aspirations et revendications du mouvement », ainsi que Lettre ouverte à François Hollande de Fathi NKHLIFA, président du Congrès Mondial Amazigh (CMA) le 8 octobre 2012.

¹⁶ http://www.grip.org/sites/grip.org/files/RAPPORTS/2012/Rapport_2012-7.pdf

¹⁷ Rapport Oxfam France et ROTAB, Niger : à qui profite l'uranium ? L'enjeu de la renégociation des contrats miniers d'AREVA, Novembre 2013, p.2

http://www.oxfamfrance.org/IMG/pdf/Niger_renegociations_Areva_note_Oxfam-ROTAB.pdf

¹⁸ Ibid.

¹⁹ Ibid, p.4, reprenant les chiffres du Rapport SOMO, Radioactive Revenues, mars 2011, p.34

http://somo.nl/publications-en/Publication_3629/

²⁰ « La captation du pouvoir par une élite restreinte liée aux intérêts français [pour l'uranium nigérien] suscite cependant des oppositions. La décolonisation se fait ainsi dans un climat de violences marqué par la répression du Sawaba ». Rapport ICG du 19 septembre 2013 : « Niger : un autre maillon faible dans le Sahel ? ».

²¹ http://www.bbc.co.uk/afrique/region/2013/11/131114_sahel_conference_rabat.shtml

²² « Les armes sophistiquées qui ont été pillées des arsenaux de Kadhafi traversent actuellement les frontières libyennes. Elles se retrouvent à présent entre les mains de groupes extrémistes islamistes liés à Al Qaïda et de mouvements séparatistes qui traversent aisément les frontières entre la Libye, l'Algérie, le Niger, le Mali, le Tchad et même le Soudan ». <http://www.lalettremed.com/4082-sahel-conference-pour-securiser-les-frontieres.html>

²³ <http://www.elysee.fr/declarations/article/intervention-du-president-de-la-republique-a-l-assemblee-generale-des-nations-unies/>

²⁴ http://www.bibliomines.org/fileadmin/tx_bibliodocs/Convention_de_la_CEDEAO_sur_les_armes_legeres_et_de_petit_calibre_leurs_munitions_et_autres_materiels_connexes.pdf

²⁵ <http://armstreaty.org/issue/tracking-the-universalisation-of-the-att/>

²⁶ <http://armstreaty.org/issue/tracking-the-universalisation-of-the-att/>

²⁷ Déclaration finale du « Sommet de l'Élysée pour la paix et la sécurité en Afrique » qui s'est tenu à Paris les 6 et 7 décembre 2013. Les travaux de ce Sommet ont porté sur la paix et la sécurité en Afrique, le partenariat économique et le développement, le changement climatique. 53 délégations de pays africains et la France ont participé à ce Sommet ainsi que les représentants des Nations unies, de l'Union africaine, de l'Union européenne, du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement.

<http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/vues/Kiosque/FranceDiplomatie/kiosque.php?fichier=bafr2013-12-09.html#Chapitre2>

²⁸ <http://www.elysee.fr/declarations/article/intervention-du-president-de-la-republique-devant-le-parlement-marocain/>

²⁹ « [Le Parlement européen] exprime son inquiétude en constatant que la pauvreté dans les camps de Tindouf, associée à une absence de perspectives à long terme pour bon nombre de réfugiés, rend ces derniers vulnérables face à la radicalisation du fondamentalisme religieux; rappelle le danger lié au recrutement de jeunes dans les réseaux criminels ou terroristes, et attire l'attention sur la perméabilité des frontières, qui risque de faciliter l'infiltration des camps par les groupes djihadistes du nord du Mali et d'ailleurs » <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=REPORT&reference=A7-2013-0325&language=FR>

³⁰ « In the meantime, dissatisfaction has grown in the refugee camps and the occupied territory, especially among the younger Sahrawis. Many express impatience and disappointment with the traditional Polisario elites and their failure to make gains on the diplomatic front. This dissatisfaction has manifested itself in intifada-style protests. Recent kidnappings and arrests suggest that terrorist and criminal organizations, some with ties to al-Qaeda, are attempting to infiltrate Western Sahara and the refugee camps, although Polisario leaders appear to be trying to keep them out. Still, such infiltrations may come to threaten regional security. » <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdffiles/PUB1152.pdf>

³¹ Lors de la dernière « conférence sur la sécurité des frontières » de l'espace saharo-sahélien, qui a eu lieu à Rabat en novembre 2013, l'Algérie n'a envoyé qu'un ambassadeur alors que les autres pays participants étaient représentés au niveau ministériel <http://www.presse-dz.com/info-algerie/28538-l-algerie-reste-distante-a-l-egard-du-maroc.html>

³² Rapport du Secrétaire général sur la situation concernant le Sahara occidental, avril 2013 http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/2013/220

³³ Rapport Tannock, <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=REPORT&reference=A7-2013-0325&language=FR>

³⁴ Aucun diplomate de carrière français ne s'est rendu dans les camps de réfugiés sahraouis depuis plus de deux ans, tandis qu'au Conseil de Sécurité la France n'a pas soutenu les récentes initiatives américaines visant à améliorer le monitoring des droits de l'Homme.